

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

DIRECTION DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION

Monsieur ROGER SEYDOUX

AMBASSADEUR DE FRANCE

(mardi 20 décembre 1983)

AO10 - Entretien N° 1

par

Maurice Vaïsse

et

Cécile Pozzo Di Borgo

AO10 - Entretien n° 1

R. Seydoux : Je crois d'abord qu'il faut insister sur les conséquences immédiates de la déclaration de Carthage qui est faite par le Président Mendès France très exactement le 31 juillet et ce même 31 juillet le Gouvernement français désigne un nouveau résident général pour remplacer M. Wasar qui n'a plus l'oreille des Français et il nomme le Général de Latour qui, jusqu'à la date où il a été promu à cette dignité, était le Commandant Général des troupes en Tunisie. Naturellement la déclaration de Carthage a fait le meilleur effet dans ce qu'on peut appeler les () tunisien et même de façon générale au sein du public tunisien éclairé ; les Français ont été dans l'ensemble plus réservé mais M. Mendès France avait eu l'habileté d'emmener avec lui, outre son Ministre des Affaires Marocaines et Tunisiennes M. Christian Fouché, il avait emmené le Maréchal Juin. Et la personnalité et le rayonnement du Maréchal et son autorité, notamment sur les anciens combattants, était si grande que ça a tout de même calmé un certain nombre d'appréhensions. Le Maréchal Juin est d'ailleurs resté peu de temps mais le fait qu'il était là dans l'avion et qu'il a assisté au discours qui a été prononcé à Carthage a fait grand effet.

Naturellement il a fallu constituer un gouvernement et le premier gouvernement proposé par les Tunisiens, le bey n'étant qu'un messenger, le bey savait bien qu'à partir du moment où on accordait l'autonomie interne de la France, l'autorité n'était plus tout à fait du côté français, elle était dans un endroit incertain mais probablement plus près du Néo-Destour que de la France traditionnelle. Aussi le bey n'a fait aucune difficulté pour présenter ce premier gouvernement, on a beaucoup discuté parce qu'à Paris on a trouvé qu'il y avait trop de Destouriens et finalement on s'est limité à un gouvernement de dix ministres présidé par M. Tahar Ben Ammar, personnalité tunisienne modérée non destourienne, ami de la France et qui a pris dans son Cabinet quatre Destouriens dont je retiens les deux qui ont été vraiment importants parce que ce sont ceux qui ont représenté la Tunisie pour négocier sur les conventions, c'est-à-dire : M. Mongi Slim et M. Mastride. Il y en avait deux autres qui étaient moins importants.

Alors les négociations commencent très rapidement à Paris le 14 septembre. Il s'agit de rédiger des conventions sur des sujets aussi divers que la justice, les questions économiques et financières, la police, la coopération administrative, les droits des Français en Tunisie et disait-on les droits des Tunisiens en France, la culture

qui comprenait aussi l'enseignement, la défense nationale, etc, plus une convention générale.

Ces conventions démarrent assez lentement, les Tunisiens prétendent qu'elles étaient mal préparées. En fait les Tunisiens considérant que l'autonomie interne leur avait été accordée trouvaient très facile de dire aux Français : « Maintenant, vous, qu'est-ce que vous voulez ? » c'est-à-dire qu'ils nous mettaient en position très délicate de demandeur et on est jamais tout à fait sorti de cette tactique des tunisiens. Je dis en passant que les Tunisiens sont de très bons négociateurs, que M. Mongi Slim était le plus redoutable de tous, on l'appelait de mon temps l'homme aux trois cerveaux, on disait qu'il avait un cerveau arabe, on disait qu'il avait un cerveau français et on disait aussi qu'il avait un cerveau grec et quand il commençait à utiliser son cerveau grec il voulait quitter sa table des délibérations. Je vois encore Mendès France me disant : "Si ils sont tous comme celui-là vous pouvez les garder à Tunis". Enfin quoi qu'il en soit les négociations des conventions avancèrent un peu mais alors survinrent des événements d'importances inégales :

- D'abord le 1er novembre 1954, l'explosion algérienne, c'est-à-dire le début de ce que certains ont appelé les événements d'Algérie mais qui a tout de même été par le nombre des tierces victimes et la durée de la guerre : La guerre d'Algérie ;

- Et puis d'autre part le développement du *fellagisme* tunisien qui avait commencé d'ailleurs d'après les informations que j'ai pu avoir avant 1954, probablement vers 1952 ou 1953.

Et je ne suis pas en mesure de vous dire si ce *fellagisme* a été décidé par M. Bourguiba ou s'il s'est créé en quelque sorte de lui-même, c'était d'ailleurs des gens en général modestes qui avaient des uniformes plus que vagues, des armes tout à fait disparates. C'était des guérilleros qui ne manquaient pas de courage mais qui en fait avaient peu de moyens. Il n'en reste pas moins qu'il a fallu employer du côté français beaucoup de troupes pour en venir à bout.

Alors le () de sa campagne de terrorisme dans les centres urbains, tous ceux qu'on appelle les collaborateurs, les amis de la France, etc, et alors le résident général de l'époque, le Général de Latour dont j'étais le Ministre délégué déclare au Gouvernement français qu'il est tout à fait intolérable de continuer à discuter avec les Tunisiens alors que la sécurité n'est pas assurée dans la région.

M. Vaïsse : M. l'Ambassadeur, est-ce que je peux vous interrompre un tout petit instant pour vous demander tout simplement ceci : Vous nous avez dit que les négociations commencent le 14 septembre à Paris, vous étiez donc déjà nommé Ministre délégué à Tunis ?

R. Seydoux : J'ai été nommé le jour même où les négociations ont commencé mais c'est tout à fait par hasard et je n'y participais que parce que j'avais un de mes collaborateurs direct qui s'appelait, qui s'appelle toujours Bernard Tricot et qui était le jeune, très jeune conseiller juridique mais déjà très expérimenté de la résidence à Tunis et on peut dire qu'il a été notre lien le plus solide, le plus fidèle, entre Paris et Tunis puisque les négociations se poursuivaient à Paris moi je n'étais pas supposé la connaître mais naturellement les textes de départ étaient préparés à Paris.

Mais quand je suis arrivé à Tunis, quand j'ai été nommé à Tunis M. Mendès France avait déjà fait sa déclaration mais les circonstances ont voulu que j'arrive le jour où les négociations commençaient.

M. Vaïsse : Qu'est-ce qui a fait, sauf si la question est trop indiscrète, que vous ayez été nommé à Tunis à ce moment-là ?

R. Seydoux : Ecoutez, j'ai été nommé à Tunis, j'étais à ce moment-là Ministre Conseiller à Washington, il y avait une question qui se posait pour savoir qui serait en somme le Chargé d'Affaires de l'Ambassadeur de France à Washington, M. Henri Bonnet, la question était difficile à régler et moi-même j'étais depuis quatre ans aux Etats-Unis, j'avais demandé à reprendre ma liberté et j'avais demandé à reprendre l'Afrique du Nord et on m'avait même proposé d'être Secrétaire Général du Protectorat à Rabat, au Maroc, où il se trouvait que j'avais été, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, quelques quinze ou vingt ans auparavant mais alors en qualité de jeune Attaché de Cabinet auprès du Résident Général qui s'appelait M. Henri Ponceau. J'étais donc attiré vers le Maroc. Pour des raisons que j'ignore ma candidature n'a pas été acceptée et c'est alors que quelqu'un dont le nom vous est bien connu, M. Dicosky, est venu me proposer mais de façon tout à fait confidentielle de devenir non pas le numéro 3 mais le numéro 2 en Tunisie. Et la Tunisie me tentait, je savais que c'était difficile, mon prédécesseur avait eu des ennuis cardiaques assez sérieux et évidemment on voulait envoyer à Tunis

un homme qui savait qu'il avait en tout cas un poste difficile à remplir. C'est dans ces conditions que je suis parti pour Tunis mais avec tout de même dans le fond une attirance pour l'Afrique du Nord, même pour une Afrique du Nord difficile.

M. Vaïsse : Merci M. l'Ambassadeur.

R. Seydoux : Alors je reprends mon récit, le Résident Général voyant le développement du fait de la guerre et du terrorisme, quand je dis terrorisme ça veut dire dans les villes, dans le centre, se met d'accord avec le Gouvernement français pour que l'on suspende ces actions en général clandestines et ces actions qui sont de plus en plus nombreuses. Elles créent une inquiétude aussi bien parmi les modérés tunisiens que parmi la population française. Je vous signale d'ailleurs que c'est un des rares pays où on s'était organisé pour protéger les fermes. On avait des () des détachements de soldats qui protégeaient les fermiers français, les colons français bien entendu.

Enfin on se met d'accord sur une espèce d'appel fait à la fois par le Gouvernement tunisien et par le Résident Général proposant aux fellagas de rendre leurs armes. Cet appel est lancé le 22 novembre avec l'accord du Gouvernement français et non sans difficultés parce que c'était une chose qui n'était pas connue, que si elle échouait on en subirait toute la honte, enfin que ça peut avoir des conséquences pour l'Algérie, etc, etc, et alors les fellagas devaient rendre leurs armes à un représentant du Gouvernement tunisien et à un officier français, il y avait quarante émissaires constitués du côté français et tunisien et finalement et non sans difficultés du 1er au 8 décembre ils ont rendus près de deux mille armes et un million de cartouches et on a constaté à cette occasion qu'il y avait un peu moins de deux mille fellagas, deux mille fellagas qui ont empoisonné l'armée française pendant des mois et pendant des années. Trois semaines après la sécurité était revenue et les Français qui n'osaient plus circuler, même de jour, se sont remis à aller sur les plages comme on dit et à connaître la bonne vie parce qu'il faut dire qu'en Tunisie quand la paix règne la vie est agréable.

Alors si j'insiste tant sur cette opération c'est parce que d'abord elle est sans précédent. Elle est sans précédent et que je ne connais pas non plus d'opération semblable. Son caractère exceptionnel l'a immédiatement fait critiquer par les députés français de la droite, par cela Ben Yousef qui à ce moment-là était, je crois, au Caire et qui a toujours été le rival permanent de Bourguiba et même par le Maréchal Juin. Et le

Général de Latour a été lui-même fortement critiqué et son autorité morale sur les Français et même un peu sur les Tunisiens qui était grande au début s'en est trouvée un peu affaiblie.

Le Gouvernement français lui-même en a subi les conséquences et, si ma mémoire est fidèle mais ce serait à vérifier, Pierre Mendès France a été renversé au mois de février 1955 sur la Tunisie. Entre nous il a été renversé sur bien d'autres choses, il a été renversé parce qu'il était Mendès France. Enfin il a été renversé sur la Tunisie et les négociations se sont trouvées suspendues et les Tunisiens et notamment Bourguiba ont eu le sentiment qu'ils étaient pris dans une nasse puisqu'ils avaient tout de même pris un certain nombre d'engagements, à contrecœur d'ailleurs, mais enfin qu'ils les avaient pris et puis que tout à coup leur interlocuteur disparaît et qu'ils se rendaient compte que si ils voulaient reprendre les négociations il faudrait peut-être lâcher un peu de lest pour les reprendre. C'est ce qui s'est passé quant a été nommé le nouveau Gouvernement qu'à présidé Edgar Faure avec M. July comme Ministre des Affaires Marocaines (July : J U L Y) (sic) comme Ministre des Affaires Marocaines et Tunisiennes et surtout, je le dirais pour moi, le très talentueux Jacques Duhamel comme Directeur du Cabinet du Président Edgar Faure.

En fait c'est Jacques Duhamel qui a pris les affaires tunisiennes en mains et je peux dire que je les ai conduites autant avec M. Duhamel et même plus avec M. Duhamel qu'avec M. July. Parce que les questions que j'avais à traiter, qui concernaient des intérêts essentiellement bilatéraux entre la France et la Tunisie, c'étaient des questions qui ne concernaient pas qu'un seul Ministère et notamment le Ministère des Affaires Marocaines et Tunisiennes qui était plutôt qu'un Secrétariat d'Etat mais qui concernait le Gouvernement français qui engageait par exemple la politique économique française, la politique financière, le budget, etc. et dans bien des cas Jacques Duhamel m'a porté avec une autorité considérable, m'a permis de prendre des décisions très rapidement, d'éviter des grèves ou des mouvements de foule qui auraient été très ennuyeux et il a été - c'est un hommage posthume que je lui rends - mais il a été un élément tout à fait essentiel dans ce processus de la décolonisation avec toujours l'arrière-pensée, car c'était lui qui m'avait dit cela, qu'il ne fallait pas qu'il y eu de troubles graves en Tunisie.

Alors pour se remettre aux conventions M. Edgar Faure, avec l'habileté que vous lui connaissez, les dirige personnellement et les Tunisiens font d'autres concessions, je les mentionne au passage : Une sur le fait que la langue française serait une langue privilégiée au lieu d'être une langue que l'on apprendrait () tunisien et ils font une autre concession sur la présence du tribunal arbitral qui revenait au début à un Français et si le Français et le Tunisien n'étaient pas d'accord parce qu'il y avait une égalité, il y avait cinq juges français, cinq juges tunisiens, c'était une autorité neutre qui était chargée de nous départager. C'était pas grand-chose mais enfin le Gouvernement français pouvait dire : J'ai obtenu plus. Et alors le 30 avril, les négociations se sont terminées fin avril (j'ai rappelé qu'elles avaient commencé au début septembre) et elles sont paraphées le 22 avril.

Alors la première réaction, il y a deux ou trois réactions qui suivent, d'abord une réaction française : Le 30 avril un général qui s'appelle le Général Eric Bruneau attaque avec violence les conventions et d'une façon tellement violente que le Général de Latour, non sans beaucoup hésiter puisque c'était un général, d'ailleurs un général qui avait été très partisan du Général de Gaulle, le renvoie en France avec interdiction d'y revenir en utilisant un décret qui était un décret Louis XVI, lequel permettait aux trois consuls ou aux autorités à l'étranger d'expulser les Français qui se conduisaient mal, les mauvais prêtres et je crois les coquins. Je ne sais pas si je dirais ça publiquement mais c'est ce qu'on a fait et ça a été considéré comme légal.

Et alors si je vous ai mentionné le départ d'Éric Bruneau c'est que ça a redonné au Général de Latour et au Gouvernement français une autorité considérable et c'est ce qui permettra sa nomination ultérieure à la tête de la Résidence à ma place.

Enfin alors date très importante et pour moi une des plus importantes de toutes : C'est le 1er juin 1955 le retour triomphal de Bourguiba.

Alors Bourguiba revient sur un bateau qui s'appelait la Ville d'Alger, il est accueilli par une foule immense comme je crois que je n'en ai jamais vu d'ailleurs en Tunisie et cette date du 1er juin 1955 est considérée un peu par les Tunisiens comme le début, au fond, de l'indépendance, c'est le retour de leur chef, de leur leader, enfin du combattant suprême comme on l'appelait, qui marque vraiment (changement de phrase), c'est l'acte de naissance de la Tunisie moderne. Nous avons mis en place un énorme dispositif militaire qui heureusement n'a pas eu à intervenir, tout s'est passé très bien et au moment où on signe les conventions au Palais, c'est-à-dire chez le bey, on demande

au bey d'apposer son sceau, nous constatons que, tient, on a pas obtenu ce qu'on voulait mais enfin la France garde la souveraineté externe complète, elle a une bonne convention économique et financière qui a été remarquablement négociée par deux experts : François Boqueléné et Jacques Lucius, l'union douanière est naturellement maintenue, nos concitoyens sont protégés par une bonne convention, nous disposons d'une justice qui sera ou française ou mixte pendant vingt ans et il est entendu que la Direction de la Sûreté sera dirigée par un Français pendant dix ans.

Le 31 août, à la demande du Gouvernement français naturellement et je crois sur les instances de M. Pinay qui était, je crois, à l'époque Ministre des Affaires Etrangères, le Général de Latour est nommé Résident Général de France à Rabat, je l'accompagne, je me vois encore l'accompagnant au terrain d'aviation et moi j'ai dû être nommé ou plutôt j'ai été nommé Haut-Commissaire de France le premier et d'ailleurs je serais le dernier le 13 septembre, c'est-à-dire 13 jours après le départ et ainsi prend fin la première période (). Ce n'est pas trop long ?

M. Vaïsse : Non, pas du tout, c'est parfait.

R. Seydoux : Nommé Haut-Commissaire de France le 13 septembre 1955, je suis invité dès le lendemain chez un ami commun (un ami français) qui me dit : "Bourguiba désire vous rencontrer". Il n'y avait pas de raisons de refuser les invitations et dès mon entrée dans les salons de cet ami je trouve M. Bourguiba très aimable mais qui me dit après les formules de salutations : "Ce n'est pas vous que j'attendais mais puisque le Gouvernement français vous a désigné je suis prêt à coopérer avec vous." et ça a été mon premier contact avec Bourguiba et il s'en est suivi beaucoup d'autres sur lesquels je reviendrai plus tard car en face de moi je n'avais pas M. Bourguiba comme Ministre ou comme Président, j'avais comme Gouvernement le Gouvernement qui avait été désigné et qui était présidé par M. Tahar Ben Ammar mais cependant je tiens à dire que Bourguiba a fait le 30 mai, avant de quitter Paris, une déclaration dans laquelle j'extrais (sic) d'enregistrer le passage suivant : "Nous savons bien que l'indépendance qui reste notre objectif suprême doit s'accommoder des impératifs qui conditionnent le progrès des sociétés modernes". Ce qui voulait dire que M. Bourguiba partait dès le départ à la conquête de l'indépendance dans le respect des conventions et dans l'amitié avec la France mais ceci passait un petit peu au second plan.

J'ai par la suite beaucoup travaillé avec Bourguiba, nous avons eu des échanges de vues assez fréquents à partir du moment où l'indépendance a été proclamée, normalement nous pourrions en parler plus tard mais si vous n'y voyez pas d'inconvénients je vais l'évoquer maintenant.

C'était un homme plutôt petite taille, se tenant très droit, le regard très bleu, un beau visage et un caractère beaucoup plus méditerranéen qu'arabe. On sentait que cet homme était né dans un pays au confluent de toutes sortes d'influences variées, arabe sans doute mais aussi berbère, pourquoi pas italienne à la limite du Moyen-Orient. Certains amis disaient de lui que c'était un véritable Phénicien.

C'était un homme, c'est d'abord comme ça que je le caractériserais, qui tout de même avait été un grand résistant. Il avait commencé à résister trente-cinq ans auparavant. Puisque trente-cinq ans auparavant il avait été envoyé à Borj-le-Boeuf par Beyrouth et depuis cette période jusqu'à la signature des conventions d'autonomie interne il était un déporté d'honneur, j'entends bien, puisqu'il vivait dans un château et il avait toutes les facilités pour voir la Presse et pour voir ses amis, c'était tout de même un homme qui était sous surveillance.

C'était un remarquable orateur et dans les deux langues. Je l'ai entendu, je parle peu l'Arabe mais je l'ai entendu faire un discours lors de l'ouverture de ce qu'ils ont appelé la constitution provisoire, c'était un discours très émouvant, très prenant, prononcé avec l'accent guttural qui est l'Arabe que l'on parle en Tunisie mais qui portait loin et qui avait beaucoup frappé les gens. En français il s'exprimait comme un orateur français de bonne qualité.

C'était un laïc. c'est l'homme qui dès le début a notamment voulu que les femmes cessent de porter le voile, il parlait peu de religion, il n'était pas contre la religion et de temps en temps il s'arrangeait pour citer un principe du Coran mais on se rendait bien compte que ce n'était nullement ce que j'appelle un véritable musulman.

Il avait horreur de la guerre, il avait horreur du sang versé et c'est pour ça que je doute qu'il ait pris une grande part aux mouvements des fellagas. Je me souviens qu'une fois un colonel français avait été tué dans une embuscade à la suite d'erreurs commises par les milices tunisienne il m'avait téléphoné pour me dire sa tristesse, son chagrin et fait assez remarquable, lui le révolutionnaire, il avait été s'incliner devant la dépouille de l'officier français, ce qui avait tout de même beaucoup frappé la population aussi bien tunisienne que française.

Il avait aussi un certain culte de la personnalité et qui est allé en grandissant au fur et à mesure que les années passaient. Il était fier qu'on l'appelle le Combattant Suprême, dans des entretiens avec moi il me disait de temps à autre : "Bourguiba ne permettra pas cela" ou : "Bourguiba ne fera pas cela" et il me semble que la fin de sa vie approchant il se considère de plus en plus comme une espèce de statue qui a créé, modelé et fait la Tunisie moderne.

C'était enfin un remarquable acteur. Les deux ou trois premières fois où nous nous sommes rencontrés, il est entré à propos de je ne sais quel sujet dans une espèce de colère où il y avait de grands éclats de voix, ses yeux devenaient aussi sombres que... comme s'il y avait des lueurs d'orage, il m'a même dit une fois : "Bourguiba reprendra la montagne" (où il n'avait jamais été d'ailleurs), "Il rejoindra ses amis fellagas" (qu'il ne connaissait pas ou peu) et, vous savez, quand je me suis rendu compte assez rapidement qu'il y avait la-dedans disons-le beaucoup de cinéma que j'ai gardé mon sang-froid par la suite et que nous sommes d'ailleurs restés toujours en relations cordiales et je dirais même confiantes ce qui nous a permis à l'un et à l'autre d'éviter certains problèmes qui risquaient de poser des difficultés à nos deux pays.

Enfin j'ajoute et je terminerais là-dessus que cet homme était pénétré de culture française. Pas de la culture française tout à fait moderne, c'était plutôt un amoureux du XIXe. Il avait une passion pour (), pour () il citait d'ailleurs les vers très facilement, il admirait aussi les classiques mais il préférait les romantiques et il connaissait bien Flaubert, il connaissait tous les grands écrivains du XIXe et il parlait notre langue avec une certaine élégance et comme j'ai dit tout à l'heure beaucoup de talent.

Cet homme dans l'ensemble, qui était plus un homme du XIXe qu'un homme du XXe mais qui par son esprit résistance a su tout de même s'imposer non seulement au peuple tunisien mais a acquis un rayonnement dans une partie du monde arabe, pas au Proche-Orient justement, entrain dans tout le Maghreb, cet homme pratiquait ce qu'on appelait le bourguibisme. Le bourguibisme ça voulait dire : On se fixe un objectif lointain et que pour l'atteindre on procède par étape. Si vous voulez on découpe le saucisson en morceaux et on mange les premiers, puis les suivants, puis les derniers et on arrive au bout de son repas. A cet égard Bourguiba savait jusqu'où il pouvait aller trop loin et puis quand il sentait qu'il était allé trop loin il s'arrêtait.

Quelquefois il est allé trop loin et comme exemple et ça, ça s'est passé beaucoup plus tard, lors de la crise de Bizerte, il a voulu, si j'ose dire, affronter de loin le Général de Gaulle, le Général de Gaulle le lui a fait payer chèrement puisque vous savez que les parachutistes n'ont pas épargné les soldats tunisiens qui avaient tenté de s'emparer de l'aérodrome qui était dans la zone française et chose curieuse, quand je suis revenu plus tard en Tunisie, j'ai constaté que le blâme n'était pas sur le général, il était sur Bourguiba dont on estimait qu'il avait été trop loin. Il allait quelquefois trop loin.

Pendant que j'ai été Haut-Commissaire, ce qui m'a le plus intéressé c'est naturellement, outre l'application des conventions, leur mise en œuvre, tous les problèmes que ça posaient entre Tunisiens et Français mais ça a été de voir deux choses : D'une part le développement de l'influence algérienne en Tunisie d'autant plus normale que comme les Tunisiens faisaient peu pour l'Algérie et pouvaient peu faire, ils donnaient de grandes facilités d'une part à l'état-major fellaga qui était installé près de Tunis et d'autre part ils fermaient les yeux sur des transports d'armes qui se faisaient notamment dans le Sud en provenance de la Libye et en direction de l'Algérie et naturellement j'ai été chargé de lutter contre ça et j'ai toujours toléré la présence d'agents des services spéciaux français qui se chargeaient de faire sauter ces dépôts d'armes, de les repérer et de les faire sauter et lieu (sic) et une espèce d'entente tacite entre Bourguiba et le Haut-Commissariat pour que ces problèmes ne soient pas soulevés et que l'on déclare que les auteurs n'étaient pas connus ou avaient disparu. C'était un premier point.

Le deuxième point ça a été alors là quelque chose de très important dans le développement de la Tunisie qui va se poursuivre d'ailleurs jusqu'au-delà de l'indépendance : C'est le développement du *Youssefisme*. Salah Ben Youssef avait été pendant longtemps un ami de Bourguiba. C'était un avocat, c'était aussi un orateur, c'était un homme très convaincu et il avait eu le courage de suivre Bourguiba dans sa retraite forcée de Borj-le-Boeuf où je crois que la vie n'était pas facile et les conditions climatiques très rudes. Pendant la guerre il s'est bien conduit, c'est-à-dire que lui et Bourguiba ont soutenu la cause alliée. On nous dit certaines choses sur le bey de Tunis, je n'ai jamais pu vraiment les vérifier mais le bey était un personnage assez salaud et je ne serais pas surpris qu'il ait accepté en tout cas certains contacts.

Alors après la guerre on a l'impression que Salah Ben Youssef est un peu déçu par sa vie de militant, il trouve que les Français ne récompensent pas

suffisamment ceux qui se sont bien conduits à l'égard de notre pays et comme il sent qu'avec Bourguiba il n'aura jamais la grosse place, il persuade Bourguiba qu'il est en danger et organise son départ pour l'Egypte, le départ de Bourguiba pour l'Egypte. Et pendant quatre ans, de 1945 à 1949, Salah Ben Youssef va être le véritable maître du palais, le palais étant le Néo-Destour, c'est à dire le parti destourien qui comme vous le savez est à l'origine de tout ce grand mouvement néo-révolutionnaire, parce que ce n'est pas tout à fait un parti de révolutionnaires, en Tunisie.

Il place des hommes à lui dans les cellules, il devient progressivement Secrétaire Général et lorsque Bourguiba veut rentrer à Tunis Ben Youssef le lui déconseille mais Bourguiba rentre quand même.

Après la reddition des fellagas, donc organisée, chose très rare, en accord avec le Gouvernement tunisien donc en accord avec Bourguiba et avec le Gouvernement français, Salah Ben Youssef passe franchement de l'autre côté. Il se rend à Bandung, il devient l'homme de la guerre à outrance et son idée c'est ensuite, une fois installé au Caire, de prendre le contrôle du parti et d'éliminer son ancien ami.

Alors après l'autonomie interne on l'abjure de rentrer en Tunisie, il revient finalement le 13 septembre, il reçoit un accueil triomphal mais condamne les conventions en déclarant qu'elles sont un pas en arrière et comme il le proclame du haut d'un balcon de je ne sais quel palais tunisien, Bourguiba, qui est à ses côtés, est obligé de prendre le micro pour dire que pas du tout, les conventions ne sont pas un pas en arrière mais qu'elles sont au contraire une étape en direction de l'indépendance.

Il n'en reste pas moins qu'à la grande mosquée Salah Ben Youssef recommence ses attaques et appelle à la lutte pour l'indépendance et contre les conventions. Le parti est absolument déchiré parce que Salah Ben Youssef compte beaucoup d'amis en Tunisie. Bourguiba et Salah Ben Youssef, qui sont les deux personnages à ce moment-là clé de la Tunisie, ne se situent pas exactement par rapport au public sur le même plan. Salah Ben Youssef aura tout de suite pour lui ce que j'appelle les extrémistes tunisiens, c'est-à-dire au fond les bourgeois conservateurs qui ont peur que Bourguiba ne leur prennent d'une façon ou d'une autre leurs biens, leurs privilèges, que sais-je ? Leur argent à la limite et naturellement Bourguiba a contre lui ce que j'appelle les colonialistes français, c'est-à-dire les colons qui n'ont pas évolué. Il y a aussi les fonctionnaires dont se méfie Bourguiba.

Par contre Bourguiba aurait plutôt rameuté autour de lui *l'intelligencia* tunisienne dans la mesure où l'on peut parler *d'intelligencia* et puis le petit peuple. Le petit peuple qui considère que Bourguiba est tout de même l'homme qui le défend, se bat pour lui, endure pour lui des années d'exil, des années de prison, etc. Bourguiba dispose donc certainement d'une majorité mais il y a tout de même une opposition youssefiste très forte.

Ce qui fait qu'il n'y a pas d'autres solutions dans un parti qui veut être uni que de confirmer Bourguiba et d'exclure Salah Ben Youssef. Ce qui était finalement au Congrès de Sfax qui a lieu le 15 novembre, on lance un suprême appel à Ben Youssef qui par dérision tient un meeting à Tunis où il continue à critiquer Bourguiba et à partir de ce moment-là alors Ben Youssef considère que n'étant plus Secrétaire Général du Néo-Destour il passe en quelque sorte à l'action directe. Et pour lui l'action directe ça veut dire créer des cellules clandestines, avec l'argent qu'il reçoit probablement de l'Egypte, peut-être de l'Est mais là je n'ai pas de certitudes corrompre les gens qui sont faciles à corrompre parce qu'ils sont très pauvres et, au fond, commencer une espèce de guerre civile qui se traduit par des troubles, par du terrorisme et que l'on ressent même à Tunis.

Alors c'est ici que devant une situation tout à fait révolutionnaire je prends une décision très grave, d'autant plus grave qu'elle n'est connue de personne et qui est de décider Bourguiba s'il veut vraiment garder sa suprématie et son peuple à : Soit à emprisonner, soit à arrêter, soit à faire partir Salah Ben Youssef. Je prie Bourguiba donc de venir signer à la Résidence, nous ne sommes que quatre, il y a Mon conseiller militaire qui s'appelait à l'époque le Colonel Bernachol qui était un excellent tacticien opérationnel et Bourguiba est accompagné d'un ministre qui n'est pas Mongi Slim parce que je me méfiais de Mongi Slim mais de quelqu'un qui est peut-être son directeur de Cabinet qui s'appelait Abdalah Farhat mais je n'en suis pas convaincu.

Et alors au cours du dîner je développe ma théorie, je dis que les choses ne peuvent pas durer et Bourguiba me dit : "Vous n'avez qu'à prendre un avion français, l'installer dedans et l'envoyer en Libye" à quoi je lui réponds : "Mais moi je ne suis plus le Gouvernement tunisien, vous êtes le Gouvernement tunisien, c'est à vous de prendre cette décision" et après une conversation qui par moment est un petit peu confuse et où je sens un Bourguiba encore un peu hésitant, comme si il franchissait vraiment le

Rubicon en se séparant de cet homme qui lui vouait une telle haine et vis-à-vis duquel il avait peut-être gardé une certaine faiblesse en souvenir de sa jeunesse.

Finalement les décisions suivantes sont arrêtées, Salah Ben Youssef sera arrêté et les cellules youssefistes repérées par la police seront visitées et leurs membres seront également mis en détention. C'est **un petit coup d'état** et il réussit complètement parce qu'il est décidé sur l'heure, c'est-à-dire à minuit et exécuté à 4 H du matin, hélas l'heure du laitier mais je considère que si sans doute l'avenir de Bourguiba m'intéresse, ce qui m'intéresse beaucoup plus c'est la politique française. Et cette politique française ne peut être assurée que par le maintien et le renversement de Bourguiba.

J'ajoute que Salah Ben Youssef averti par Mongi Slim dans la nuit de lui-même s'évade en Libye, ce qui arrangeait bien des choses, que les miennes, et continuera d'ailleurs en Libye et plus tard en Egypte à critiquer Bourguiba jusqu'au jour où comme vous le savez il sera assassiné à Berlin par deux émissaires de Bourguiba. Il va de soi que dans cet assassinat le () beaucoup plus tardif, nous n'avons rien à voir.

Je dois vous dire que, quand j'ai pris cette décision après l'avoir mûrement pesée mais dans un cercle très intime, la plupart de mes collaborateurs ignoraient la décision que j'allais prendre et pour tromper la vigilance de Salah Ben Youssef qui depuis des semaines demandait à me voir, je lui avait délégué un de ses amis qui était également un des miens, M. Saumagne, un ancien contrôleur civil qui avait une grande autorité morale et qui déçu par Bourguiba, lui aussi, voulait me persuader de rencontrer Salah Ben Youssef. Ce que je n'ai pas fait mais Salah Ben Youssef a cru jusqu'à la dernière minute que je pourrais le recevoir. Je ne suis pas très fier surtout vis-à-vis de Saumagne qui d'ailleurs est mort de cette petite duperie mais il y a des cas où les responsables de l'Etat Français doivent agir ainsi. J'ajoute d'autre part que je n'ai pas prévenu le Gouvernement français et je ne l'ai pas prévenu parce que le Gouvernement lui-même était à ce moment-là, il me semble bien, démissionnaire.

Mais j'ai cru de mon devoir d'envoyer une lettre personnelle et confidentielle que j'ai fait porter par messenger à M. Massigli qui était Secrétaire Général des Affaires Etrangères pour lui dire ce que j'avais fait. Pour lui dire que ce que j'avais fait c'était l'intérêt français. Je n'ai jamais eu le moindre accusé de réception de cette lettre que j'ai retrouvée cependant dans mes archives et qui figure dans les vôtres sûrement. Voulez-vous que je m'arrête une seconde là-dessus ?

Et comme avocat il avait gagné pas mal d'argent et il recevait, comme je vous l'ai dit, de l'argent des Egyptiens et peut-être de plus loin, de l'Est, c'est possible. C'était un homme qui s'appuyait sur les extrémistes et qui voulait avant tout conquérir la place de Bourguiba mais beaucoup de gens s'imaginent que l'ascension a été une ascension très pénible, non ! Elle a été au début une ascension très difficile à cause du fait qu'il a été souvent en prison, souvent arrêté mais même une fois au pouvoir il a eu à lutter pour se maintenir au pouvoir. Si la situation s'était prolongée je ne sais pas très bien comment elle aurait tournée mais je crois que nous nous serions trouvés en présence d'une espèce de guerre larvée très difficile à... et les Français naturellement me disaient : "Prenez donc Salah Ben Youssef, il va vous être utile, il sera de notre côté".

M. Vaïsse : D'autant plus que la guerre d'indépendance n'était pas encore () ?

R. Seydoux : Alors Bourguiba une fois consolidé par le départ de Salah Ben Youssef et l'arrestation des youssefistes, consolide son autorité sur le Néo-Destour et se préoccupe, toujours l'ordre des étapes, d'en franchir une nouvelle, c'est-à-dire d'accéder à l'indépendance.

Les choses vont lui être facilitées parce que, d'une part, il y a encore un reste de parti youssefiste et d'opposants qui prétendent que les conventions limitent encore par trop la souveraineté tunisienne et qu'il faut les faire sauter et aussi parce qu'après la Conférence de la Seine-Saint-Cloud les Tunisiens sont persuadés que le Maroc va recevoir l'indépendance avant la Tunisie et je vois encore Bourguiba me priant de passer le voir à son bureau et me disant avec une rage mal contenue : "Il serait intolérable que la Tunisie reçoive l'indépendance après le Maroc alors que la Tunisie est plus civilisée que le Maroc. Il faut donc nous donner la même indépendance que celle que vous allez octroyer au Maroc avec quelque chose de plus parce que c'est la Tunisie" ce qui est tout à fait dans la manière Bourguiba, je dirais un peu dans la manière tunisienne.

Alors des conversations s'engagent à Paris, Bourguiba va à Paris pour rencontrer Guy Mollet, il part seul, enfin je l'accompagne parce que je pense que les choses vont être difficiles et une réunion à lieu chez Guy Mollet qui se déroule dans un très mauvais climat en présence de Savary, de Pineau et de moi-même. M. Guy Mollet emploie une expression un peu, à la limite un peu triviale, qui consiste à dire : "Vous

voulez tout et maintenant vous ne voulez plus de conventions" et Bourguiba de répondre que maintenant la Tunisie veut maintenant son indépendance totale, que ça ne l'empêchera pas de maintenir l'amitié avec la France mais le climat se tend, la conversation devient très difficile, Savary et moi nous essayons de nous jeter à l'eau pour éviter une rupture et finalement Bourguiba se lève en disant : "M. le Président je vous remercie de votre charmant accueil..." et le lendemain ou le soir même publie dans le monde une déclaration dans laquelle il Laisse entendre que M. Guy Mollet est de son avis. Ce qui oblige évidemment le Quai d'Orsay à publier un communiqué orienté tout à fait différemment.

En vérité dans cette affaire d'indépendance ce que la France voulait c'était l'indépendance dans l'interdépendance. Alors nous voulions d'abord les fruits de l'interdépendance et en échange nous donnerions l'indépendance. Et alors pendant des semaines on a discuté, je dirais discutailé sur des mots, sur des adjectifs, sur des virgules alors qu'en fait on savait bien qu'on allait vers l'indépendance et je trouve que cette querelle qui était destinée évidemment à rassurer les Français de Tunisie qui étaient de plus en plus inquiets, qui avaient le sentiment qu'on lâchait tout, à rassurer les militaires qui commençaient à s'agiter, les gens de Bizerte qui demandaient même s'ils pouvaient rester à Bizerte, etc. Enfin on finit par aboutir à un texte assez équivoque et au termes duquel la Tunisie reçoit l'indépendance, un texte très bref, la Tunisie reçoit l'indépendance et que des discussions auront lieu sur les conditions, etc. dans lesquels on pourra la mettre en place. Ce texte est signé le 20 mars 1956. L'autonomie interne n'aura donc duré que six mois. à peine.

Elle aura cependant marqué la Tunisie parce que des institutions auront été créées, des habitudes auront été prises et, par exemple, on gardera la convention concernant les intérêts des Français en Tunisie parce que si on ne gardait pas cela ça aurait été l'exode général des Français qui sur le plan de l'ordre public, des bons rapports avec les Tunisiens, ne se plaignaient pas. Ce que j'ai appelé le règne tunisien n'était pas un règne où les Français étaient discriminés. Les places n'étaient plus données à des fonctionnaires français, elles étaient données à des fonctionnaires tunisiens, les Français s'en allaient peu à peu mais lentement, il n'y avait pas à ce moment-là de mesures concernant les terres ou concernant les entreprises et par conséquent le climat général était bon mais il y avait tout de même cette crainte.

Il est significatif de constater d'ailleurs que cette date du 20 mars a finalement très peu compté pour les Tunisiens. Ils ne se sont même pas aperçus qu'ils avaient l'indépendance et ce qui a compté beaucoup plus pour eux c'est la date de la déclaration de Mendès France, le 31 juillet, et c'est la date du retour de Bourguiba le 1er septembre. Ce sont en vérité un peu les fêtes nationales tunisiennes.

Alors la Tunisie une fois indépendante Bourguiba devient Président du Conseil (*phrase inachevée*).

Au lendemain de l'indépendance M. Savary me demande d'être le premier Ambassadeur de France dans la Tunisie indépendante, nous avons eu un échange de télégrammes au cours duquel je lui avais manifesté mes réticences parce que je trouvais que c'était très difficile après avoir défendu, après s'être bagarrés pour l'autonomie interne de dire aux Français : "Et bien maintenant en fait il n'y a plus rien", ça me plaçait, moi Ambassadeur, dans une situation très délicate. M. Savary a eu la gentillesse d'insister très longuement pour que je reste à mon poste encore quelques mois et finalement j'ai accepté sa proposition et j'ai pris mes fonctions peu de temps après et j'ai été, en plein accord avec Bourguiba, le premier Ambassadeur étranger à présenter mes lettres de créances aux séances. C'est à ce moment-là d'ailleurs que les relations ont commencé à se tendre entre le souverain d'une part et d'autre part Bourguiba et la nouvelle ambassade. Le bey a notamment prétendu qu'on ne lui avait pas notifié, qu'on ne l'avait pas informé du fait que la police française passait sous contrôle tunisien. Ce qui était entièrement faux. Je me suis plein une fois à Bourguiba, je me suis plein de cette attitude à Bourguiba qui l'a relevé en me disant que le bey avait commis un acte extrêmement grave en me tenant de tels propos et cet échange de vues à certainement pesé sur la décision de Bourguiba par la suite d'éloigner le bey.

Cela dit, la date de mon départ approchait et c'est également au mois de septembre que j'ai quitté la Tunisie pour regagner la Direction Générale des Relations Culturelles qui m'attendaient depuis quelques mois puisque chaque fois que je voulais partir surgissait un nouvel incident ou une nouvelle affaire nécessitant mon maintien à Tunis.

A peine avais-je pris mon poste qu'au bout de trois semaines éclate l'affaire de l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella, Pierre Dulus, mon successeur, a un échange téléphonique le 10 avec Robert Lacoste au sujet de cette affaire car il se tenait précisément une conférence à Tunis entre Bourguiba, le représentant du roi du Maroc ou

même, je crois, si Hassan II n'était pas présent et un représentant important, de rang élevé du FLN pour examiner la situation en Algérie, M. Dulus donne sa démission, un certain désordre s'installe en Tunisie et au Maroc car le même phénomène se produit au Maroc - Oui, il me semble que l'Ambassadeur ne donne pas sa démission mais est simplement rappelé à Paris -.

L'affaire est d'autant plus sérieuse que ce que l'on appelé : "La campagne de sève" est sur le point de commencer. Je suis convoqué par M. Christian Pineau qui me demande de repartir en Tunisie porter une lettre à Bourguiba et il insiste pour que je maintienne le pays en état de calme pendant au moins huit ou dix jours.

Je lui réponds que je ne peux partir sans disposer de pouvoirs d'autorité directe sur l'armée car à mon départ j'avais constaté que l'armée française avait de plus en plus de mal à s'adapter à cette mission consistant à rester présente, massivement, dans un pays qui était indépendant.

En fin de quoi avec l'accord du Président du Conseil qui était je crois M. Bourgès-Maunoury ?

M. Vaïsse : M. Guy Mollet

R. Seydoux : M. Guy Mollet, excusez-moi. M. Guy Mollet, du Ministre de la Défense Nationale qui était M. Bourgès-Maunoury et de M. Christian Pineau, je reçois une lettre de service me donnant autorité directe sur les troupes de l'Air, de la Marine et de Terre. Ce qui signifiait que le Général commandant les troupes à Tunis, qui à l'époque s'appelait le Général Baillif (B A I L L I F) ne pouvait plus se référer à la Défense Nationale si j'adressais un ordre direct à telle unité de l'Air, de la Mer ou de la Terre. Muni de cette lettre de service dûment signée, je me rends à Tunis avec mon fidèle ex-collaborateur Bernard Tricot qui avait été Directeur de mon Cabinet et en qui j'avais pleine confiance et je vais voir Bourguiba que je trouve dans sa chambre, dans ce merveilleux palais qui donne sur la mer, il était assis en tailleur et pour le détail pittoresque il avait un superbe pyjama blanc à raies bleues foncées. Il me reçoit comme si rien ne s'était passé et me dit : "Bonjour M. l'Ambassadeur, tout cela est bien embêtant. Comment allons-nous sortir de là ?" et ce : "Comment allons-nous sortir de là ?" m'a donné l'impression qu'il m'aiderait à en sortir.

Il était parfaitement informé de l'affaire de Suez et me dit la phrase suivante : "Vous avez tort d'agir ainsi mais si dans trois jours vous avez réussi, Bourguiba est avec vous" ce qui en dit long sur disons sur les vues de M. Bourguiba sur la nécessité d'un succès rapide.

Je trouve un pays très angoissé, une opinion publique très inquiète, on était à quelques jours du 1er novembre (date anniversaire de la guerre d'Algérie, enfin du début de la guerre d'Algérie) et on s'attendait à des événements graves dans les villes et dans les campagnes. Les Français prétendaient que les Tunisiens étaient en train de Stocker des cocktails Molotov et qu'on assisterait à une espèce d'explosion de haine à l'égard de la France en grande partie à cause de l'affaire de Suez.

Je dis alors à Bourguiba : "Je me propose d'aller dans le Sud parce que c'est là que je crois que les choses sont difficiles et je vous demande d'intervenir à la radio avec votre talent habituel pour calmer les esprits". Bourguiba hésite un peu, me dit que ce n'est pas le jour où il doit parler, enfin bref nous nous mettons d'accord sur ce schéma.

Et au moment où je me préparais à quitter Tunis pour le Sud dans un petit avion de l'armée de l'Air française, je reçois un coup de téléphone du Président du Conseil qui était M. Baï Lacdam et qui me dit : "M. l'Ambassadeur le Gouvernement tunisien vient d'être informé de votre projet, je vous signale que vous n'êtes plus Ambassadeur en Tunisie, que vous n'avez aucun pouvoir pour vous déplacer et que le Gouvernement tunisien s'oppose formellement au voyage que vous projetez". J'ai hésité quelques minutes et puis je me suis rappelé que j'avais encore gardé dans mon bureau une ligne directe avec le Président Bourguiba, que je n'avais jamais utilisée. Je l'utilise, Bourguiba répond et je lui raconte l'affaire et Bourguiba aussitôt s'enflamme, c'était bien dans son tempérament, et me dit : "Non seulement vous partez ce soir, non seulement vous restez le temps que vous voulez mais j'exige qu'à votre retour vous me fassiez votre rapport. Vous êtes donc doublement mandaté par le Gouvernement français et par Bourguiba".

C'est dans ces conditions que je suis parti pour le Sud où j'ai trouvé nos militaires assez agités et ayant déjà lancé des opérations qui se traduisaient, hélas, par des pertes des deux côtés, j'ai fait sortir tout le monde, parce que tout l'état-major était là, et j'ai montré ma lettre de service au Général de Guillaumoy et je lui ai dit qu'à partir

du lendemain les opérations devaient cesser, que c'était un ordre transmis par moi mais qui émanait du Gouvernement français, ce qui était d'ailleurs vrai.

Naturellement j'ai eu quelques difficultés à le persuader mais je le connaissais bien et j'ai pu repartir dans la nuit à Tunis et j'ai rendu compte à Bourguiba de ma mission en l'assurant que là où il y avait des possibilités de troubles militaires, il n'y en aurait pas et que je lui demandais et je lui rappelais sa promesse d'intervenir pour rassurer la population civile. Ce qu'il fit deux ou trois jours après avec beaucoup de talent et d'adresse et la journée du 1er novembre fut une des plus calmes qu'on n'ait jamais connues dans la région.

Cependant je m'employais à éviter les incidents possibles. On m'annonçait un navire chargé de tanks qui se rendait à Suez et qui devait faire escale à Bizerte. J'envoyais un ordre signé M. Seydoux avec références à ma lettre de service et priant le commandant de changer sa route et surtout sa destination. De plus, ayant l'impression qu'il y avait encore beaucoup trop de militaires en Tunisie, nous vivions encore avec les deux fameuses divisions que M. Mendès France avait envoyées pour appuyer sa déclaration d'autonomie interne, il y avait en fait 30.000 militaires en Algérie. Très rapidement des difficultés survinrent à Sousse où il y avait un régiment de légion étrangère qui était implanté à Sousse depuis, je n'ose le dire, peut-être depuis la fin du siècle dernier. évidemment s'attaquer à la Légion s'était pas très facile mais j'ai pu démontrer au Gouvernement français que ce régiment serait beaucoup plus utile en Algérie qu'en Tunisie. Et j'ai agi ainsi encore pour un ou deux bateaux et deux ou trois unités.

Au bout de trois semaines, un mois, est arrivé une lettre, une dépêche du Ministre de la Défense Nationale, qui est M. Bourghès-Maunoury, celui-là même d'ailleurs qui m'avait signé mon ordre de mission et racontant d'une façon assez pittoresque que des commandants d'unités à terre, en mer, recevaient des ordres émanant d'un certain M. Seydoux et que ça créait une situation un peu bizarre.. En fait, je savais parfaitement que cette situation ne pouvait pas durer, Suez était sur le point de se terminer dans les conditions que vous savez, je ne suis plus intervenu mais en revanche je me suis employé à convaincre Bourguiba qui voulait désormais rétablir des relations régulières avec la France, c'est-à-dire nommer un nouvel ambassadeur. Et c'est quand j'ai reçu l'assurance de M. Christian Pineau (qui était encore là) que M. Gort serait

désigné comme le prochain ambassadeur en Tunisie que je suis rentré à Paris ayant terminé, enfin, ma mission en Tunisie.

M. Vaïsse : M. l'Ambassadeur, le récit que vous avez fait et qui est en tous points passionnants m'amène à vous poser trois questions : La première concerne le caractère tout à fait inusité de votre mission parce qu'enfin, si j'ai bien compris, Directeur Général des Relations Culturelles et on vous envoie comme représentant extraordinaire et plénipotentiaire du Gouvernement français, ce qui évidemment suscite cette réaction du Gouvernement tunisien que vous nous avez contée qui d'une certaine façon s'explique, se comprend ?

R. Seydoux : M. Bourguiba était au courant de ma mission, je lui avais communiqué, sans la lui laisser, la lettre de service (c'est une lettre de service) qui m'avait été remise.

M. Vaïsse : Oui mais, au fond, est-ce que cette situation a d'autres (phrase inachevée), est-ce qu'elle a été représentée à d'autres reprises, à d'autres fois, parce que l'ambassadeur a donné sa démission, l'ambassadeur en poste a donné sa démission, il n'y a plus de représentations normales d'un gouvernement auprès d'un autre et vous êtes envoyé, pratiquement, comme représentant personnel au ()

R. Seydoux : Pour une mission déterminée.

M. Vaïsse : Pour une mission déterminée.

R. Seydoux : Et bien, pour maintenir le calme en Tunisie et au fond sans que cela soit dit, pour rétablir des relations normales entre la France et la Tunisie.

Je note que le Chargé d'Affaires qui avait d'ailleurs été mon collaborateur pendant plus d'un an, Robert Gillet, s'occupait de l'Ambassade et que moi je ne m'en occupais pas, simplement j'étais logé pour les raisons de convenances et de facilités. C'était beaucoup plus facile d'être à l'Ambassade près du téléphone, etc. Vous l'avez vu d'ailleurs quand j'ai eu Bourguiba au téléphone, je vous signale d'ailleurs qu'il n'y a pas de précédent dans cette lettre de service. Il y en a un, on a fait la même chose

pour M. François Poncet (le père, André-François Poncet) quand il a été nommé Haut-Commissaire en Allemagne, enfin en République Fédérale Allemande. Mais le conseiller juridique du Ministère des Affaires Etrangères qui s'appelait M. André Gros et qui m'a fait d'ailleurs un espèce de plaisir raffiné qui a rédigé cette lettre devant moi, m'a dit : "Il n'y a pas de précédent sauf celui de M. Gros (sic)" mais cette lettre figure également dans mes archives et je ne sais pas si le Quai d'Orsay l'a, ça je l'ignore. Mais il doit l'avoir parce que j'ai envoyé un rapport spécial qui est au Quai d'Orsay dont je vous parlerais tout à l'heure et je crois que j'ai annexé ma lettre de service. Vous avez une autre question ?

M. Vaïsse : Oui, deux autres questions, la seconde concerne le rôle et la place des troupes françaises en Tunisie. Vous nous avez expliqué qu'elles étaient importantes en nombre, deux divisions mais vous avez été discret sur la place qu'elles prenaient ?

R. Seydoux : Ecoutez, je crois que quand l'indépendance est arrivée, a été reconnue, il y avait en tout cas 15.000 hommes à Bizerte qui étaient des marins et il devait y avoir à peu près 50.000 hommes en Tunisie hors Bizerte. Les marins de Bizerte étaient sous l'ordre de l'amiral commandant la place de Bizerte, elle n'était pas (phrase inachevée) mais le général commandant les troupes de Tunisie avait sous ses ordres à peu près 50.000 hommes qui étaient répartis en deux corps : Un corps situé au Nord qui a mon avis d'ailleurs était sous les ordres de Massu et celui situé au Sud étant sous les ordres du Général de Guillaumoy. Il y avait beaucoup de monde. Il y avait pour un pays qui était en paix et qui était dans l'ordre, qui était en ordre et qui avait une police très convenable, il y avait à mon avis (phrase inachevée), il y avait trop de soldats et cela faisait naître des incidents parce que la population tunisienne en avait assez de voir les militaires, fatalement ils vont faire des manœuvres, ils se déplacent sur les routes et ça donnait aux Tunisiens le sentiment que rien n'avait changé et je crois que c'était sage de les envoyer en Algérie.

M. Vaïsse : Mais est-ce que vous vous impliquez aussi par là ou est-ce que c'est une simple supposition de ma part, une extrapolation, que ces militaires n'étaient pas satisfaits de l'évolution de la situation en Tunisie ?

R. Seydoux : Dans l'ensemble non, ils étaient mécontents.

Ils n'étaient pas, si vous voulez, quand je suis arrivé au Maroc en 1960 (je suis resté 1960-61-62) après les Relations culturelles et bien après la Tunisie, j'avais encore, sous mon autorité un peu lointaine, cinq bases aériennes dont plusieurs dans le Nord et une à Agadir et j'avais trouvé que l'état d'esprit des officiers de ces bases était vraiment très réticent à l'égard du Pouvoir et très réticent à l'égard du Général de Gaulle et là j'ai eu de grandes difficultés mais enfin qui ne rentre pas dans cet exposé. Et bien en Tunisie c'était moins apparent mais quand j'ai parlé de ce colonel qui avait été tué, j'avais été, en grand uniforme, assisté à la cérémonie solennelle, prononcé un discours mais j'avais bien senti de la part des militaires plus que de la réserve, plus que de la réserve et s'il ne c'était pas trouvé que nous étions des amis personnels de ce colonel et surtout, et puis de sa femme puisque c'était hélas la seule survivante, la situation aurait peut-être été très délicate. Mais il n'y a pas eu d'hostilités ouvertes à mon endroit et les militaires se rendaient bien compte (phrase inachevée), c'était plutôt le processus de décolonisation contre lesquels ils s'élevaient parce que cela réduisait la place et la vie des militaires, on les enfermait davantage dans leur garnison, la Tunisie était et est toujours un pays charmant à habiter, je crois que c'était sur ce plan-là plutôt mais je ne pense pas qu'ils étaient hostiles à l'idée que le lieu de combat c'était l'Algérie, ce n'était plus la Tunisie, je ne pense pas. Je dois dire, je suis étonné qu'on ait laissé si longtemps cette situation se prolonger. Vous aviez encore une question ?

M. Vaïsse : La dernière question est directement rattachée à... C'est votre sentiment personnel, si je peux vous le demander, le récit que vous nous avez fait montre votre action mais quels ont été vos sentiments, vos préoccupations, vous aviez agi, semble-t-il, en serviteur de l'Etat mais dans cette affaire de Suez, vous aviez eu certainement une opinion concernant l'affaire elle-même, il y a eu des émissions, nos..., je ne sais pas s'il y a eu des diplomates mais il y a eu celle du Ministre des Affaires Tunisiennes et Marocaines et placé devant cette situation qu'elles ont été vos opinions... ?

R. Seydoux : Ecoutez, je peux vous citer deux faits très précis : Le premier c'est que, quand je suis arrivé à la Direction des Relations Culturelles, on a trouvé que les diplomates français et notamment les directeurs des grands services comprenaient

mal la guerre d'Algérie, les raisons pour lesquelles il fallait la faire, les méthodes qu'on employait, etc.

Et on nous a envoyé un général, je ne retrouve pas le nom tout de suite mais qui était un général connu, qui est venu et qui a fait une espèce de table ronde pour nous expliquer, de façon d'ailleurs très claire et très objective (enfin très objective à son point de vue), pourquoi il y avait cette guerre, pourquoi il fallait la faire, pourquoi il fallait la gagner, etc, etc. Et nous avons été deux directeurs sur sept ou huit, il y a huit directeurs au Quai d'Orsay ?

C. Pozzo Di Borgo : Oui

R. Seydoux : Enfin à peu près, à nous élever contre cette guerre aussi bien dans la forme que dans le fond, l'autre directeur est un diplomate connu dont je ne peux pas prononcer le nom sans son agrément mais moi j'ai été très vif en disant qu'il fallait faire en Algérie en adaptant la politique que l'on faisait en Tunisie, que c'était absurde de faire la paix en Tunisie et de faire la guerre en Algérie, etc, etc, qu'on allait massacrer des quantités de gens, que nous allions dans le monde arabe créer un contre-courant, j'ai été, si vous voulez, si vif que quand on m'a dit le lendemain, je crois que c'était le lendemain ou le surlendemain : "M. Christian Pineau veut vous voir d'urgence", j'ai pensé que : 1) C'était pour me passer un savon et 2) Pour me dire que désormais je ne (phrase inachevée), je devrais prendre un congé alors que c'était pour me demander un service et un service auquel il tenait beaucoup. Je le lui ai rendu naturellement parce qu'après tout j'aurais pu lui dire : "Ecoutez, j'ai quitté la Tunisie..." enfin, je ne l'aurais pas fait.

Et alors une autre chose, c'est que peu d'années après, peu d'années après ! La même année le Général Massu qui a conduit les opérations en Algérie de la façon dont vous savez, au cours d'un dîner a parlé de son action et j'ai eu une discussion alors vraiment d'une extrême dont les amis qui étaient présents à ce dîner se sont (). Non mes sentiments étaient que la politique Mendès France était la bonne, que c'était celle qu'il fallait faire et que si on ne la faisait pas on perdrait notre empire. Au lieu de tenter de le conserver par d'autres moyens comme l'a fait le Général de Gaulle quand il a donné l'indépendance à l'Afrique du continent noir et qu'on perdrait notre prestige.

C'est si vrai que plus tard mais ça peut-être qu'on en parlera un autre jour, quand je suis arrivé aux Nations-Unies, être le représentant du Général de Gaulle

vis-à-vis du tiers-monde, c'était quelque chose certainement fantastique Et quand j'ai quitté mon poste à New York, au bout de cinq ans - Je suis resté cinq ans, entre 62, 62 Cuba, 67 la guerre des six jours et on m'a prolongé à cause de la guerre des six jours.

Alors le Général de Gaulle m'a dit : "Oh ! Voilà une bonne mission" vous savez comment il était "alors en quelques mots, très vite, dites-moi vos impressions".

Alors j'ai dit : "Mon Général, je n'ai qu'un regret, c'est que vous ne soyez pas venu à New York. Parce que si vous étiez venu l'assemblée, unanime, se serait levée et vous aurait acclamée pendant plusieurs minutes et ça aurait () une fois de plus sur ce tiers-monde qui vous considère un peu comme le protecteur le plus élevé et le plus important, une impression profonde" et le Général m'a répondu : "J'y ai songé" ce qui m'a stupéfait.

Il m'a dit : "J'y ai songé", il a développé : "J'y ai songé mais voyez-vous allant à New York j'étais obligé d'aller à Washington. A Washington il y avait les mauvaises retombées du discours de Phnom Penh, la Presse se serait déchaînée contre moi, c'était le cas pour le Congrès et finalement ce voyage aurait fait plus de mal que de bien". Je crois que le Général avait raison.

J'ajoute que peu de gens savent qu'il a reçu officiellement le Secrétaire Général des Nations-Unies à Paris, si ma mémoire est fidèle ça doit être en 1965 ou en 1966 et qu'il a fait un discours au temple, c'était au temple et que le public restreint mais enfin il y avait vingt ou vingt-cinq personnes qui assistaient à ce déjeuner s'est demandé si tout à coup le Général de Gaulle n'avait pas changé d'opinion vis-à-vis du machin dont il me dit d'ailleurs qu'il n'avait jamais appelé le machin.

Mais c'était un homme qui, après la rentrée triomphale pour la France de l'Algérie aux Nations-Unies patronnée par Couve de Murville, c'était rendu compte que cet instrument pouvait servir sa politique à l'égard du tiers-monde et c'était tellement vrai que la délégation française quand du temple a prononcé des discours destiné au tiers-monde, à l'Afrique et que vous savez qu'en Afrique il y a peu de journaux mais il y a beaucoup de radios, ces discours, nous glissions par un Français qui était au Secrétariat du temple, on lui glissait des morceaux entiers de l'extrait du discours du Général, coup double () et alors la délégation américaine s'en est aperçu et c'est devenu une espèce de course de vitesse entre les deux délégations mais il n'est pas douteux que le Général de Gaulle aux Nations-Unies jouissait d'un privilège extraordinaire.

A tel point que, quand je prenais la parole, je disais peu de choses parce que le Général ne tenait pas à ce qu'on se mêle trop des Nations-Unies, qu'on mêle trop l'action de la France à l'action des Nations-Unies. Il y avait un silence qui s'établissait, les projecteurs s'allumaient, les télévisions commençaient à fonctionner et le public, surtout les journalistes se disaient : "Quelle est encore la vacherie qu'il va dire aux Américains". Je m'excuse mais c'était l'expression. Non, son prestige vis-à-vis du tiers-monde était étonnant et aux Nations-Unies, le représentant de la France, surtout après l'affaire d'Algérie, n'avait qu'à tendre les mains pour, si j'ose dire, recevoir des voix, parce qu'aux Nations-Unies ce qu'on vous demande c'est de ramasser des voix, ce n'est pas uniquement de faire des discours.

Et l'Algérie a été pour nous l'amie la plus fidèle et celle qui nous a le plus aidé auprès du tiers-monde et à cette époque-là comme l'Algérie était le seul pays du tiers-monde qui s'était vraiment libéré en combattant et il bénéficiait d'un prestige extraordinaire. L'arrivée de Ben Bella aux Nations-Unies, sa montée à la tribune eut été acclamée mais il a été obligé de faire son discours la nuit parce que la veille quarante-cinq orateurs étaient montés à la tribune pour faire l'éloge pas tellement de l'entrée de l'Algérie mais de l'action du Général. Et je vois encore le lendemain son Ministre des Affaires Etrangères me disant : "Mais enfin, on croyait que pour le Général les Nations-Unies c'était le machin et que tous les gens des Nations-Unies étaient..."

- "Vous vous trompez, regardez, vous avez vu la ()". Alors dans la nuit Ben Bella a fait modifier son discours et on s'est très bien rendu compte qu'il avait été modifié parce que c'était un discours qui n'avait entre nous plus une très bonne organisation dans sa façon de penser et ça c'était significatif.

M. Vaïsse : Si vous me permettez de revenir à la Tunisie, avez-vous approuvé ou désapprouvé l'expédition de Suez ?

R. Seydoux : Ah ! je l'ai totalement désapprouvée. Je croyais vous l'avoir dit tout à l'heure ?

M. Vaïsse : C'était implicite dans votre discours mais

R. Seydoux : Je l'avais totalement désapprouvée mais vis-à-vis de Bourguiba il m'était impossible de faire autre chose que d'en parler le moins possible.

Je n'en avais pas parlé avec Christian Pineau, je lui avais simplement dit que ça allait faire un effet épouvantable en Afrique du Nord et dans le tiers-monde en général mais il était très pour Suez, Guy Mollet était très pour Suez et Bourguès-Maunoury, n'en parlons pas. Il y a eu un complot à Suez, vous savez, incroyable.